

ACCUSONS LE CAPITALISME



Union des Révolutionnaires-Communistes de France
CONSTRUCTION DU PARTI

Nationalisation sans indemnisation des monopoles casseurs d'emplois !

Aujourd'hui, la principale forme d'affrontement entre Capital et Travail concerne la sauvegarde et le développement des emplois face aux incessants plans de licenciement et fermetures de sites conduits par les monopoles. Pour satisfaire le profit maximum en période de crise du capitalisme, la bourgeoisie monopoliste n'hésite pas à restructurer, licencier, en exploitant toujours plus les travailleurs, en brisant davantage la force humaine par l'augmentation de la durée du travail et des cadences. Incapable de résoudre la moindre des revendications des travailleurs, le système pourrissant du Capital s'accroche aux institutions de l'État bourgeois pour masquer ses privilèges et tenter d'endiguer la décadence parasitaire de sa classe exploiteuse. L'affaire Cahuzac, suivie de la prétendue moralisation de la vie politique, souligne la dichotomie entre l'opulence et la précarité sociale.

Quelles revendications face aux suppressions d'emplois, à la casse industrielle ?

Faisant mine de s'opposer aux restructurations industrielles avec leurs cortèges de licenciements, le syndicalisme d'accompagnement affilié à la social-démocratie

« Front de gauche-PS-Verts » parlent de « bon repreneurs » et de bonnes mesures d'aménagement. Cela se traduit par des licenciements effectifs, et le Capital en sort toujours gagnant. Certains syndicats, les partis de Front de Gauche et les organisations trotskistes ont avancé le mot d'ordre « d'interdiction des licenciements ». Certains socialistes dits « de gauche » parlent de nationalisations partielles et temporaires, comme si cela pénalisait le Capital. Parce qu'une partie significative de la classe ouvrière soutenait ces mots d'ordres, l'URCF les a défendus malgré leurs limites : inscription dans les rapports de production capitalistes, statu quo pour les emplois dans un premier temps, mais pas de sauvegarde véritable du tissu industriel. De plus, de telles mesures exigent un débouché parlementaire immédiat, ce qui est impossible avec le soutien de la majorité socialiste au gouvernement Hollande-Ayrault. L'URCF, véritable opposition révolutionnaire à la politique bourgeoise du PS au gouvernement, a lancé dès Juillet 2012, après les sinistres annonces du directoire de PSA, le mot d'ordre de « nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier ». Ce mot d'ordre fut élargi à tous les monopoles casseurs d'emplois.

À revendication inédite, forme inédite de combat

Confronté à un Capital qui n'hésite pas à détruire le travail vivant pour réaliser ses profits, il est nécessaire de joindre à la lutte syndicale des revendications politiques. L'URCF lance alors une grande pétition nationale et totale aujourd'hui près de 6000 signatures, attestant ainsi que ce mot d'ordre délaissé par le PCF depuis plusieurs années, remettant en cause la propriété capitaliste, jouit d'une réelle popularité. Le 20 avril 2013, l'URCF, confortée par ce soutien populaire, a organisé un forum sur le thème des « nationalisations sans indemnisation des monopoles casseurs d'emplois avec contrôle ouvrier ». L'excellente participation a permis de doter la classe ouvrière d'Arcelor Mittal, PSA, Goodyear, Sanofi, Renault, Pilpa, Fralib, Petro Plus, etc., d'un moyen de lutte supplémentaire. En effet, la discussion a permis de déboucher sur la **création d'un collectif national pour l'expropriation du Capital sans indemnisation contre les monopoles capitalistes casseurs d'emplois, par la nationalisation et le contrôle des travailleurs.**

De la nationalisation à la révolution

En posant et en remettant en cause la question de la propriété des entreprises, nous voulons montrer largement que la source des maux a son origine non dans la seule finance et dans le seul « néolibéralisme », mais dans le mode de production capitaliste avec sa propriété monopoliste. Autre particularité : à la différence de l'Amérique Latine (et de la France de 1945-47), où les forces progressistes étaient au pouvoir et nationalisaient « d'en haut », aujourd'hui, contre la social-démocratie au pouvoir et l'UE (qui interdit les nationalisations), nous devons impulser à la base cette bataille pour gagner les nationalisations, comme autrefois le droit de se syndiquer, la jour-

née de 8 heures, la reconnaissance des comités d'entreprises. C'est une bataille multiforme dont l'acteur central est la classe ouvrière. Tout dépendra d'elle, et disposant aujourd'hui d'un collectif pour exproprier les nationalisables, l'URCF appelle à généraliser cette revendication par les luttes. C'est la voie pour que les travailleurs se posent la question de la nature de classe de l'État et de l'exigence d'en finir avec le capitalisme par la Révolution socialiste. Pour favoriser la continuité de la lutte, l'URCF pose une exigence nouvelle : le contrôle ouvrier avec la reconnaissance à imposer par la lutte d'une nouvelle institution ouvrière, l'assemblée générale des travailleurs, qui exercera le contrôle de l'entreprise nationalisée. Ce combat de portée internationale posant les questions fondamentales de la

propriété capitaliste et de l'État des monopoles constitue avec la lutte idéologique et politique, l'un des travaux pratiques du combat révolutionnaire pour le renversement du capitalisme et l'instauration du socialisme.

- Pour empêcher les restructurations industrielles des monopoles casseurs d'emplois
- Pour développer des solidarités internationales de luttes avec les travailleurs surexploités par l'expansion multinationale des monopoles
- Pour la défense des entreprises du service public contre la privatisation et la précarisation sociale et la lutte contre la politique de rentabilité financière du Capital.

Urcf, 1er mai 2013.

J'adhère au collectif national « Pour la nationalisation sans indemnisation des monopoles casseurs d'emplois avec contrôle ouvrier ».

Nom -
Prénom -
Adresse-mail -
tél. -
Profession -
Je verse à la caisse de solidarité :



Qu'est-ce que l'URCF ?

L'Union des révolutionnaires-communistes de France » est une union à l'échelle de tout le pays, de militants communistes engagés autour de l'objectif de construction d'un nouveau et authentique P.C. continuateur du PCF (révolutionnaire) mais critiques et en rupture avec son héritage négatif, réformiste et révisionniste.

Organisation marxiste-léniniste, l'URCF mène un combat quotidien contre le capitalisme, pour la défense des revendications sociales, pour les droits et libertés démocratiques.

L'URCF défend la solidarité internationaliste, s'inscrit dans le combat pour la renaissance du mouvement communiste international, la solidarité avec les peuples en lutte de la Palestine à Cuba socialiste, la lutte contre les fauteurs de guerre impérialistes.

L'URCF agit pour que la France se retire des instances impérialistes : OTAN, Union européenne, se prononce pour l'autodétermination des peuples néo-colonisés.

Les 200 thèses pour une identité communiste sont le fondement même de sa ligne politique. Le programme de l'URCF est publié sous le thème, Le socialisme: seule alternative au capitalisme! Avec la campagne " Accusons le capitalisme " dont elle est l'initiatrice, l'URCF cible la propriété privée des moyens de production et la dictature du capital, obstacles à l'émancipation des travailleurs.

Pour l'URCF, il faut une seule organisation Communiste en France. C'est pourquoi nous travaillons à l'unification du mouvement communiste. Ensemble, construisons le Parti dont les travailleurs ont besoin pour préparer une nouvelle révolution française anticapitaliste et socialiste !



LISEZ **INTERVENTION COMMUNISTE**
Le journal de tous les travailleurs

BULLETIN D'ABONNEMENT

1 an : 19 €, Etudiants : 10 €, Privés d'emploi : 9 €,
Soutien : à partir de 30 €

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____

Ville: _____

Chèque à l'ordre des " AMIS D'OULIANOV " B.P.40084
75862 PARIS cedex 18

Notre site www.URCF.fr

Ne pas jeter sur la voie publique. Imprimé par nos soins.